

Anti-élites, anti-écolo... Alexandre Jardin, agitateur des colères françaises

Phénomène littéraire des années 1980-1990, l'écrivain à l'origine du hashtag #Gueux se revendique aux avant-postes des révoltes de la rentrée. S'autoproclamant porte-voix du peuple face aux élites et aux « écolotechnocrates », cet adepte des prises de parole médiatiques enflammées espère concurrencer le mouvement « Bloquons-tout ».

Il ne faut pas se fier à son allure tranquille d'estivant en pantalon blanc et mocassins, le bronzage impeccable. Ce 29 août, Alexandre Jardin arrive en gare de Châlons-en-Champagne, dans la Marne, lancé comme un train à grande vitesse, bien décidé à vous entretenir de ses obsessions sans perdre de temps à raconter ses vacances. Le romancier en est sûr, la « révolte », le « chaos » et la « guerre » s'apprêtent à frapper la France. Une guerre du peuple contre les élites, des « gueux » contre leurs seigneurs, ces élus et ministres lovés en leurs « palais » et tenus par les « puissances d'argent ». Des hommes et des femmes atteints d'une « crise de la déconnexion », plus occupés à « croûter » le pain des Français qu'à leur en distribuer.

L'écrivain, 60 ans, est excité comme un auteur ayant retrouvé l'inspiration. La suppression, en juin, par l'Assemblée nationale, des zones à faibles émissions (ZFE) bannissant les véhicules les plus polluants des grandes villes – un recul majeur pour la cause environnementale –, est un peu la sienne. Pendant six mois, il a contribué à mettre le sujet sur le devant de la scène, à grand renfort d'interventions médiatiques et d'agitation sur les réseaux sociaux, où son hashtag #gueux – une formulation ironique pour souligner le mépris dont les provinciaux seraient l'objet – a fait florès. Il en a aussi tiré un petit livre, qui s'est écoulé à 20 000 exemplaires (Les #Gueux, Michel Lafon, 2025).

Alexandre Jardin se sent désormais investi d'une nouvelle fonction, celle de porte-voix des « miteux de banlieue ou de province » en colère contre Paris et ce « sport de riche » que serait l'écologie. Il n'est plus ce phénomène de la littérature des années 1980-1990, qui promenait à la télévision sa mèche romantique et son sourire de garçon sage, et dont les chastes histoires d'amour (Le Zèbre, Fanfan) pouvaient se vendre jusqu'à 900 000 exemplaires – avant d'être adaptées au cinéma avec les stars de l'époque, comme Thierry Lhermitte ou Sophie Marceau. Ce personnage s'est éteint en même temps que le XXe siècle.

Fédérer les mécontents

L'enfant chéri de la bonne société parisienne (Ecole alsacienne, Sciences Po) a également rangé son habit de gentil missionnaire libéral cherchant à valoriser, avec son association Bleu Blanc Zèbre, les « faizeux » de la société civile. Celui qui se rêvait à l'adolescence président de la République ambitionne maintenant de chevaucher les colères françaises, auxquelles il se propose d'apporter une incarnation : la sienne.

Fin juillet, il a créé un « club », Les #Gueux, pour continuer à surfer la vague anti-écolo. L'association entend fédérer les mécontents, du pêcheur opposé aux éoliennes en mer

au propriétaire agacé par le diagnostic de performance énergétique (DPE), en passant par l'agriculteur rétif aux normes environnementales. Si l'écrivain est venu à Châlons-en-Champagne, c'est pour mener le combat contre la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3), qui prévoit un déploiement massif des énergies renouvelables en parallèle de la relance du nucléaire. Il entend demander des comptes sur le sujet au premier ministre, François Bayrou, attendu à la foire de la ville.

Jardin est persuadé que les « écolotechnocrates » s'activent en coulisses pour passer en douce le texte avant la chute annoncée du gouvernement. Tous les jours, il « ALERTE » dans un style trumpien, en lettres capitales, les 127 000 abonnés de son compte X contre l'« AFFAIRISME » du pouvoir et la perspective d'un « COUP D'ETAT ADMINISTRATIF » ourdi par les entrepreneurs de l'éolien et du solaire. Selon lui, le soutien aux énergies renouvelables aboutirait à un « doublement » de la facture d'électricité des Français, pour un coût total de 300 milliards d'euros. Un chiffre démenti par de nombreux acteurs, dont la Commission de régulation de l'énergie, autorité administrative indépendante, qui anticipe une centaine de milliards d'euros de dépenses d'ici à 2060.

Dans cette bataille, l'écrivain se range à l'avis des défenseurs du nucléaire, qui l'alimentent en arguments. Un savoir tout neuf que ce novice du débat énergétique répand de l'université d'été du Medef à la matinale de France Inter, en passant par les chaînes d'information en continu et les médias de la fachosphère, comme Radio Courtoisie ou Frontières.

« C'est le début de l'histoire »

Le romancier traverse la foire de Châlons, anonyme, entre les stands de baignoires et les piscinistes, sans s'arrêter pour discuter avec la grosse centaine de militants de la CGT venus former un comité d'accueil pour François Bayrou. Les mots d'ordre de la gauche ne sont pas les siens. Depuis que Jean-Luc Mélenchon a appelé à grossir les rangs du mouvement « Bloquons tout », le 10 septembre, le patron des #Gueux a pris ses distances avec cet embryon de révolte.

Il est attendu sous le petit chapiteau de la Coordination rurale (CR), le deuxième syndicat agricole du pays, qui veut « rendre l'agriculture aux agriculteurs » comme Jean-Marie Le Pen, en son temps, « la France aux Français ». Sa présidente, Véronique Le Floc'h, une petite femme tonique et enjouée, a embarqué ses troupes dans la lutte contre la PPE 3. Le logo rouge et noir des #Gueux habille les tracts du syndicat. Mais personne, parmi les militants présents, ne connaissait Alexandre Jardin il y a encore quelques jours.

La syndicaliste a elle-même découvert son existence, en février, dans le JDNews, le magazine du milliardaire réactionnaire Vincent Bolloré, où Jardin signait une tribune enflammée contre les ZFE. Véronique Le Floc'h sort l'article, dont elle a surligné ses passages favoris : « zone de forte exclusion », « Boboland », « influence écolo-barbue »...

La délégation menée par François Bayrou se présente. Visage fermé, l'écrivain partage sa « grande inquiétude » de voir le décret promulguant la PPE publié en catimini, et demande au premier ministre de clarifier ses intentions. Ce dernier élude. « Il faut un texte équilibré entre le renouvelable et le nucléaire », défend-il simplement. Le chef du gouvernement est à peine parti que Jardin saisit son téléphone pour enregistrer une vidéo à destination de sa communauté : « Il a refusé de confirmer la non-publication de la PPE. On va se battre, hors de question que notre pays accepte ça ! »

En aparté, le romancier laisse libre cours à sa rage. « On va aller à la révolte, prévient-il. Ce que ne comprennent pas ces connards, c'est qu'on fait ça pour éviter que le pays explose. » Jardin s'agace que des membres du gouvernement osent le traiter de « populiste », à l'image de la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher. « La folle », comme il l'appelle. Son agitation retombe – un peu –, le temps de mûrir une dernière réplique, teintée de joie mauvaise. « C'est le début de l'histoire », lance-t-il dans un demi-sourire. La sienne, faut-il comprendre.

Electeur indocile

Alexandre Jardin entretient un drôle de rapport avec la politique, autour de laquelle il papillonne depuis plus de vingt ans. Depuis l'époque où, électeur indocile, il a commencé à déchirer son bulletin de vote avant de le glisser dans l'urne. Quand tout un pays se levait pour dire « non » à Jean-Marie Le Pen en votant Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 2002, lui faisait des confettis. « Je ne sentais pas la nation en grand danger », justifie-t-il, attablé dans un café en bas de chez lui, dans le très chic 8^e arrondissement de Paris, où il a donné rendez-vous quelques jours avant son échappée châlonnaise.

La poussée du Front national a pourtant justifié ses premières tentatives d'approche du pouvoir. Dès le lendemain de la victoire de Chirac, Jardin s'en va trouver le nouveau premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, pour lui proposer de fonder une Agence des bonnes pratiques chargée de mettre en valeur les initiatives de la société civile. L'auteur jouit alors du succès de son association Lire et faire lire, fondée trois ans plus tôt, qui voit des milliers de retraités sillonner la France pour donner le goût de la lecture à des écoliers. Raffarin tope, et promet 1 million d'euros. Deux mois plus tard, l'Agence des bonnes pratiques met la clé sous la porte. Pourquoi ? Jardin ne le sent plus, tout simplement (il regrette d'avoir créé une « usine à gaz »).

Le papillon réapparaît cinq ans plus tard à l'approche de l'élection présidentielle de 2007. Il participe à des conventions de l'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy, et accompagne sa victoire, persuadé que le fougueux ministre de l'intérieur est « un peu moins pire que les autres ». L'auteur du Zèbre (prix Fémina 1988) est convié à des déjeuners d'écrivains à l'Élysée et interviewe, en 2011, pour le compte de Paris-Match, la nouvelle première dame, Carla Bruni, dans une mise en scène complaisante qui le voit narrer les embrassades des jeunes mariés.

L'homme traverse cette année-là une période mouvementée de son existence. Il vient de publier Des gens très bien (Grasset), un livre violemment à charge contre son grand-père, Jean Jardin, chef de cabinet de Pierre Laval sous Vichy. Le récit suscite une vive controverse historico-familiale. Jardin est accusé de grossir l'importance de cet aïeul honni, devenu sous sa plume le « principal collaborateur du plus collabo des hommes d'Etat français ». L'écrivain tient notamment à faire de son grand-père l'un des responsables de la rafle du Vél'd'Hiv, en juillet 1942. Une hérésie qu'aucune archive ne vient étayer, lui réplique le journaliste Pierre Assouline, auteur d'une biographie de Jean Jardin, en 1986 (Une éminence grise, Gallimard). C'est « Tintin au pays des collabos », raille-t-il.

Une pure initiative commerciale, dénonce quant à lui son oncle, Gabriel Jardin. « Alexandre aime qu'on parle de lui, et peut-être qu'il digère mal le fait d'avoir été célèbre avec facilité et de ne plus forcément l'être sur la durée », griffe-t-il. Si tel est le cas, l'opération est réussie : le livre franchit la barre des 100 000 exemplaires vendus. Son dernier succès d'ampleur à ce jour.

Chantre de la décentralisation radicale

Les proches de l'écrivain voient pourtant en lui un homme sincère, une sorte de chevalier blanc dont la candeur confinerait à l'immaturité. Un produit des élites persuadé que ces dernières « finissent toujours par trahir le peuple » – il le déduit de l'exemple de son grand-père –, plus populaire auprès de la clientèle des France loisirs de province que des plumes de la presse parisienne. Un orphelin, aussi, qui pleure depuis ses 15 ans la mort de son père, l'écrivain et scénariste Pascal Jardin, et porte comme un fardeau ses derniers mots : « Tu sauveras l'honneur des Jardin. »

En 2014, l'écrivain tente de refaire le coup de l'Agence des bonnes pratiques. Il fonde l'association Bleu Blanc Zèbre, qui ambitionne de célébrer les « faizeux » de la société civile et de les aider à mener à bien leurs projets. Tout un réseau se fédère autour de lui. Les médias – libéraux, en particulier – mettent à l'honneur ce bon client, qui dénonce « l'enfer des normes » et prône une décentralisation radicale.

Son populisme soft plaît au moment où émergent des figures comme l'humoriste Beppe Grillo, en Italie. Jardin veut rendre espoir aux abstentionnistes et affirme son ambition d'arracher ses concitoyens des « bras mortifères du Front national ». Il jure ne pas chercher à être candidat à l'élection présidentielle. Son créneau est de toute façon occupé par le jeune ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui prétend imposer une révolution de la société civile et mettre à bas le vieux système des partis.

Les deux hommes, d'ailleurs, se fréquentent. Le fondateur d'En marche ! invite même Alexandre Jardin à se produire sur la scène de la Mutualité, le 12 juillet 2016, pour un meeting en forme de prélude à sa campagne élyséenne. Mais le romancier se révèle un hôte turbulent. Il refuse de lâcher le micro, et invite les spectateurs – Macron compris – à le rejoindre dans une « nouvelle alliance » de « faizeux ». La stupeur gagne la salle. Gênés, ses amis se demandent s'il n'est pas en train de dérailler. Emmanuel Macron encaisse en silence. On ne les reverra plus ensemble.

Dans la foulée, Alexandre Jardin se répand contre son ex-futur allié, persuadé que « les mouvements de la société civile ne suivront jamais quelqu'un qui se prend pour Jeanne d'Arc ». En marche !, à ses yeux, n'est qu'un aréopage de technocrates feignant de vouloir rendre le pouvoir aux Français. Il lance un éphémère projet de primaire citoyenne, en compagnie de l'écolo-centriste Corinne Lepage et de l'ancien journaliste et député européen Jean-Marie Cavada, puis se déclare finalement lui-même candidat à l'élection présidentielle, en décembre 2016. Ses plus proches amis n'étaient pas dans la confidence de cette décision, annoncée un beau matin sur France Info.

En quête de lui-même

L'entreprise est pourtant sérieuse. Jardin peut compter sur le soutien d'une poignée d'élus locaux menée par Michel Fournier (sans étiquette), maire du village des Voivres, dans les Vosges, et futur président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), qui mobilisent leurs réseaux en sa faveur. Malheureusement pour lui, l'écrivain cale avant même de se présenter sur la ligne de départ. Il ne parvient pas à réunir les 500 parrainages d'élus nécessaires – son compteur reste bloqué à moins de 200 signatures. « L'atterrissage a été violent », constate son vieux complice, le communicant Guillaume Villemot, cofondateur de Bleu Blanc Zèbre.

Alexandre Jardin se lance alors en quête de lui-même. Il publie un livre, *Le Roman vrai d'Alexandre* (éditions de l'Observatoire, 2019), arrosé d'un généreux à-valoir de 200 000 euros, dans lequel il s'épanche sur sa tendance à la mythomanie, qui l'aurait vu s'inventer un personnage de jeune romantique afin de ne pas révéler sa nature dépressive. L'« injustice » de la mort de son père aurait fait de lui un « bloc de colères, un détraqué du sentiment juste, un faussaire compulsif ». Il promet désormais de laisser place à la « fraîcheur sauvage » de la réalité.

L'écrivain, éphémère soutien des « gilets jaunes », devient un utilisateur obsessionnel des réseaux sociaux. De X, en particulier. Ce père de cinq enfants y rencontre sa nouvelle épouse – une Canadienne – et y peste contre les confinements à répétition et les « longs mois de pétioche planétaire » imposés par l'épidémie de Covid-19.

C'est aussi sur X que le terme de « gueux » lui vient après avoir découvert l'existence des ZFE. « A partir de demain, 2,2 M de gueux ne pourront utiliser leur véhicule là où ils vivent. Pas si grave, c'est des gueux », tweete-t-il, le 31 décembre 2024, à la veille de l'extension du dispositif. Le message est vu plus de 500 000 fois. Jardin vient de trouver sa nouvelle cause, oubliant un peu vite qu'il a signé une tribune dans *Libération*, en 2018, pour défendre la fermeture des voies sur berge décidée par son amie la maire de Paris, Anne Hidalgo. Il revendiquait alors « le droit de respirer, sans être empoisonné aux particules fines ».

Au côté de l'extrême droite

Le nouveau Jardin, lui, revendique son enracinement dans la France rurale – il est propriétaire d'une résidence secondaire dans l'Aude. Il diffuse sur les réseaux sociaux des vidéos d'homme de la rue censées témoigner du bon sens populaire face aux sachants de la capitale. Son activisme, remarqué, lui vaut d'être invité dans le bureau de la ministre de la transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, qui tente de sauver ce qui peut l'être face à l'ampleur de la fronde anti-ZFE, qui gagne tous les partis, y compris ceux de la majorité. « Si je fais ça, c'est parce que je suis contre le Rassemblement national, lui assure Alexandre Jardin. Je comprends les gens, vous devez vous appuyer sur moi. »

Dans les faits, l'écrivain ne trie pas ses alliés. Il les prend tous, de l'association 40 millions d'automobilistes à la Fédération des motards en colère, en passant par le RN. Sa pente naturelle l'inclinerait à se ranger du côté du maire (Les Républicains) de Cannes, David Lisnard, un libéral-conservateur dont il dit beaucoup de bien. Mais, dans les faits, il se retrouve souvent aux côtés de l'extrême droite dans ses combats.

Pendant les débats parlementaires, l'écrivain a ainsi rencontré les députés lepénistes Matthias Renault (Somme) et Pierre Meurin (Gard), en pointe dans l'opposition aux ZFE. Fin juin, des élus RN sont venus grossir les rangs des – chétives – mobilisations des #Gueux contre la PPE 3, qui ont vu quelques dizaines de partisans d'Alexandre Jardin se réunir dans plusieurs ports de France. Le 24 juin, enfin, ce dernier a participé – en vidéo – au « sommet des libertés » organisé par Vincent Bolloré et l'entrepreneur réactionnaire Pierre-Edouard Stérin. Une sorte de Star Academy des droites extrêmes, qui a vu défiler, entre autres figures, Jordan Bardella et Marion Maréchal. « Je n'avais pas compris ce que c'était », assure l'écrivain, tout en jurant n'éprouver aucun regret : « Je vais parler partout. Sinon, vous faites un petit club entre vous. »

« Ça va friser le ridicule »

A ses yeux, le RN serait devenu un parti républicain : pourquoi continuerait-il à le boycotter ? « Celui d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier », estime-t-il. « Est-ce que le général de Gaulle, en 1945, avait le choix d'avoir 25 % de communistes à ses côtés ? », poursuit le sexagénaire, dans une comparaison osée. Le poil d'Alexandre Jardin ne se hérisse plus lorsqu'il entend parler de la préférence nationale. Sur ce sujet comme sur bien d'autres, il ne jure plus que par le référendum, pour laisser trancher les Français. Ce qui lui fait un point commun de plus avec Marine Le Pen.

L'écrivain refuse d'entendre que son attitude pourrait contribuer à paver le chemin d'une éventuelle victoire de l'extrême droite lors de l'élection présidentielle de 2027. « Qui vous dit qu'on ne sera pas en face ?, rétorque-t-il le plus sérieusement du monde. Pensez-vous qu'une démarche classique les arrêtera ? » Depuis la rentrée, il anime une émission hebdomadaire sur la très droitière station Sud Radio dans le but revendiqué de donner « la parole aux Français ». Une manière de pérenniser son nouveau rôle d'agitateur médiatique.

Beaucoup de ses amis d'hier refusent de parler de lui, pour ne pas avoir à critiquer son évolution. Ceux qui le font s'inquiètent de le voir perdre le sens des réalités. « Alexandre va droit dans le mur, à un moment donné ça va friser le ridicule », prévient Michel Fournier, de l'AMRF. « Le chaos, la haine des élites, c'est le programme des extrêmes, tout ça est en train de tourner vinaigre, souligne quant à lui Jean-Philippe Acensi, son successeur à la tête de Bleu Blanc Zèbre. Je sens chez Alexandre une forte envie d'en découdre, de se plonger dans quelque chose d'un peu dramatique. » D'écrire une épopée, dans la confusion d'une époque plongée en plein brouillard.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)